



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



SOMMAIRE

1. Généralités d'exécution et condition d'exécution.....	3
1.1. Objet des travaux – situation.....	3
1.2. Calendrier de réalisation.....	3
1.3. Équipe opérationnelle.....	3
1.4. Connaissance du projet.....	3
1.5. Coordination avec les autres corps d'États.....	4
1.6. Stockage, protection des matériaux et ouvrages.....	4
1.7. Gravats – Nettoyage.....	4
1.8. Responsabilité de l'entrepreneur.....	5
1.9. Études et représentation des entreprises.....	5
1.9.1. Documents mis à disposition de l'entreprise.....	5
1.9.2. Documents à fournir par l'entreprise.....	5
1.10. Normes et réglementation.....	5
1.10.1. Documents de référence contractuels.....	5
1.10.2. Marques de qualité.....	6
1.10.3. Produits certifiés.....	6
1.11. Contrôles.....	6
1.12. Classement de l'établissement.....	6
2. Description des ouvrages.....	6
2.1. Descriptif succinct du projet.....	6
2.2. Allotissement.....	6
3. Description des travaux à exécuter.....	7
3.1. Électricité.....	7
3.1.1. Dépose soignée des éléments électriques existants.....	7
3.1.2. Mise en place de l'électricité de chantier.....	7
3.1.3. Fourniture et pose de prises électriques.....	7
3.1.4. Fourniture et pose de luminaires décoratifs.....	8
3.1.5. Fourniture et pose de pavés LED.....	8
3.1.6. Fourniture et pose de spots LED à détection.....	9
3.1.7. Fourniture et pose de commandes d'éclairage.....	9
4. Contrôle – Essais – Réception – Garantie.....	10
4.1. Généralités.....	10
4.2. Contrôles et autocontrôles.....	10
4.3. Essais.....	10

4.4. Remise en état des lieux.....	10
4.5. Visite préparatoire à la réception.....	11
4.6. Assistance technique de mise en service / Formation personnel.....	11
4.7. Garantie.....	11

1. Généralités d'exécution et condition d'exécution

1.1. Objet des travaux – situation

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet de définir les travaux et ouvrages à exécuter dans le cadre des travaux d'aménagement de l'espace social de restauration de l'Hôtel de Police Marius Berliet Lyon 8^{ème} (69).

1.2. Calendrier de réalisation

La réponse de l'entrepreneur devra impérativement intégrer ces délais de réalisation.

Aucun retard ne sera toléré pour faute de mise en œuvre des moyens adaptés.

Le délai global d'exécution de l'opération est fixé à 1 mois de préparation suivi de 5 mois de travaux.

Le planning détaillé des interventions sera établi durant la phase de préparation du chantier, en concertation avec l'ensemble des entreprises.

Chaque entreprise disposera de la possibilité de formuler des observations sur ce planning jusqu'à la réunion de lancement du chantier.

À l'issue de cette réunion, et sans remarques formulées, le planning sera réputé accepté sans réserve par l'ensemble des intervenants.

1.3. Équipe opérationnelle

Maître d'ouvrage

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur à Lyon 3ème –
40 Rue Marius Berliet
69008 LYON

Maître d'oeuvre

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur à Lyon 3ème –
40 Rue Marius Berliet
69008 LYON

SPS :

Qualiconsult

[Parc de Crécy, 5 Bis Rue Claude Chappe, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or](mailto:lyon.qc@qualiconsult.fr)

lyon.qc@qualiconsult.fr

CT :

Qualiconsult

[Parc de Crécy, 5 Bis Rue Claude Chappe, 69370 Saint-Didier-au-Mont-d'Or](mailto:lyon.qc@qualiconsult.fr)

lyon.qc@qualiconsult.fr

1.4. Connaissance du projet

L'entreprise s'engage à effectuer la visite sur site, obligatoire avant la remise de son offre.

Par cette visite, elle reconnaît avoir pleinement pris connaissance des conditions d'exécution, de l'environnement du projet, ainsi que de l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et le DPGF.

En conséquence, l'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucune omission ou imprécision des pièces du dossier pour réclamer une majoration du prix.

Toute prestation qui ne figurerait pas dans les documents contractuels remis à l'appel d'offres, mais qui s'avérerait nécessaire en cours d'exécution, devra faire l'objet d'un devis de Travaux Supplémentaires (TS), soumis à validation préalable de la maîtrise d'ouvrage.

En conséquence, l'entrepreneur devra signaler par écrit, lors de la remise de son offre, toute omission, erreur ou contradiction relevée dans les documents d'appel d'offres.

À défaut, il sera réputé avoir accepté l'ensemble des pièces du dossier et s'être engagé à réaliser toutes les prestations relevant de sa spécialité, nécessaires au parfait achèvement de l'Ouvrage.

Dans le cas où l'entreprise souhaite modifier une quantité indiquée dans le DPGF, elle devra conserver la quantité initiale dans la colonne prévue à cet effet et indiquer sa propre estimation dans la colonne "quantité proposée", sans altérer les données d'origine.

1.5. Coordination avec les autres corps d'États

Il est bien précisé que les entreprises soumissionnaires devront prendre connaissance de l'ensemble des dossiers concernant l'opération, tant en ce qui concerne les plans que les devis descriptifs.

L'entrepreneur devra prendre contact avec les corps d'état dont les ouvrages seront en liaison avec les siens de façon à assurer une parfaite coordination à l'exécution.

Les dimensions et longueurs des ouvrages seront relevées suivant les plans fournis dans le cadre de la présente consultation et seront contrôlées sur place.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des documents contractuels pour prétendre à une majoration quelconque de son prix forfaitaire.

Le titulaire du présent lot devra la consignation des réseaux électriques

1.6. Stockage, protection des matériaux et ouvrages

L'entrepreneur devra aménager un ou plusieurs emplacements pour entreposer d'une façon rationnelle tous les matériaux fragiles.

Jusqu'à la réception, tous les appareils et accessoires seront protégés d'une façon efficace.

En fin de chantier, le nettoyage des supports est à prévoir par l'entreprise ainsi que l'enlèvement des protections et la remise en état des équipements abîmés.

1.7. Gravats – Nettoyage

Les entreprises de chaque corps d'état devront le nettoyage des locaux dans lesquels elles seront intervenues, ainsi que le dépôt de leurs gravois, déchets et emballages, à un emplacement fixé en accord avec la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise doit son nettoyage de chantier, comprenant gravois, chutes de matériaux, poussières etc.

Si l'origine des gravats ou salissures ne peut être établie, le nettoyage sera commandé de manière séparée par la maîtrise d'ouvrage, et réparti sur l'ensemble des marchés entreprise en réfaction de prix.

1.8. Responsabilité de l'entrepreneur

Les caractéristiques portées au présent descriptif et sur les plans sont données à titre indicatif.

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer ses propres calculs et métrés.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires en fin de chantier sous prétexte de divergence des métrés ou calculs initiaux et métrés ou calculs finaux.

L'acceptation par le Maître d'œuvre du projet présenté, ainsi que tous les calculs, dessins, graphiques et courbes s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur, en particulier pour l'obtention des résultats demandés au présent Cahier des charges.

L'entrepreneur devra donc définir son installation complètement en faisant tous les calculs de déterminations techniques, l'appel d'offres (Cahier des Charges) n'ayant qu'une valeur d'information.

L'entrepreneur est tenu d'obtenir les résultats contractuels ici définis par les moyens déterminés au dossier d'appel d'offres. En cas de désaccord sur les moyens à mettre en œuvre pour l'obtention des résultats demandés, l'entrepreneur sera tenu de la signaler par écrit avec la remise de son offre.

1.9. Études et représentation des entreprises

1.9.1. Documents mis à disposition de l'entreprise

Dans le cadre de la présente consultation des plans sont mis à la disposition des entreprises suivant détail en annexe.

Les plans d'exécution seront à soumettre à validation au MOE avant démarrage des travaux.

1.9.2. Documents à fournir par l'entreprise

L'entreprise devra réaliser autant que nécessaire :

- Les plans d'exécution
Les plans détaillés des installations à réaliser et les tracés des diverses canalisations seront établis par l'entreprise du présent lot, à partir des plans de coordination, des plans, schémas et devis descriptif composant le présent dossier.
- Les documents de réception
Lors de la réception des travaux, les plans de récolement et DOE seront fournis en trois exemplaires informatiques sur cd ou dvd, et les plans d'un format supérieur à A3 sur papier. Ils proviendront de la mise à jour des plans d'exécution représentant avec exactitude le tracé des installations nécessaires à l'exploitation.

D'autre part, dans le cadre d'une démarche environnementale, l'entreprise devra fournir en fin de chantier, ou à tout moment si cela lui est demandé, les documents suivants :

- Fiche de suivi des déchets
- Fiches de sécurité des matériaux employés

1.10. Normes et réglementation

1.10.1. Documents de référence contractuels

Les travaux, de même que les fournitures du présent lot, devront dans tous les cas être conformes à la réglementation en vigueur à la date de l'établissement du présent cahier.

Sont applicables en particulier :

- Les Règles de l'Art
- Les Règles professionnelles et interprofessionnelles

- Les Règles de Calcul D.T.U. (Documents Techniques Unifiés)
- L'ensemble des normes françaises de l'AFNOR se rapportant aux ouvrages du présent lot
- Les conditions imposées du Travail et la Sécurité Sociale (Direction des Accidents du Travail)
- Le règlement sanitaire départemental

Cette liste n'est pas limitative, pour l'ensemble des textes cités ci-avant ou non, il sera toujours fait l'application de la dernière édition, avec mise à jour additive rectificative en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

1.10.2. Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante. Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

1.10.3. Produits certifiés

Pour tous les matériaux et fournitures ayant fait l'objet d'une certification, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de cette certification.

1.11. Contrôles

Ils seront effectués par le Maître d'œuvre au cours des travaux et après leur achèvement.

Ils ont pour but de vérifier que les installations sont conformes et que leur exécution ne présente pas de dispositions contraires aux prestations du marché décrites dans le descriptif ni aux normes en vigueur et aux règles de l'Art.

1.12. Classement de l'établissement

L'ensemble des locaux est soumis à la réglementation d'un Etablissement Recevant des Travailleurs - Code du Travail.

2. Description des ouvrages

2.1. Descriptif succinct du projet

Le projet a pour objet la modernisation de leur espace de pause, avec la volonté de créer de nouveaux espaces, en privilégiant un mobilier modulable pour répondre aux besoins d'adaptabilité et de convivialité.

2.2. Allotissement

L'opération est allotie en 5 lots :

Lot 01 – Gros œuvre démolitions

Lot 2 - Plâtrerie peinture

Lot 3 Menuiseries intérieures

Lot 4 Électricité – (présent lot)

Lot 5 Plomberie

3. Description des travaux à exécuter

3.1. Électricité

Le titulaire devra la consignation des réseaux avant le début des travaux de l'opération (tous lots confondus)

3.1.1. Dépose soignée des éléments électriques existants

Ce poste consiste en la dépose soignée des équipements électriques existants en :

- Procédant à une reconnaissance et un repérage des installations existantes incluant :
 - La réalisation d'un état des lieux précis
 - L'identification et le repérage des circuits et équipements à déposer
 - La vérification de la nature des installations et des éventuelles contraintes
- Mettant en sécurité les installations
- Déposant les équipements électriques (câblages, conduits et goulottes, appareillages électriques, systèmes de protection et de commande, équipements spécifiques, etc ..) avec soin afin d'éviter toute détérioration et de permettre, si nécessaire, leur réutilisation ou recyclage.
- Triant, stockant et évacuant les déchets

3.1.2. Mise en place de l'électricité de chantier

Ce poste consiste en la mise en place d'un tableau de chantier et d'un éclairage de chantier. Le présent lot devra fournir, installer et entretenir un éclairage de chantier efficace, sécurisé et adapté aux contraintes du site.

Avant toute intervention, l'entreprise devra effectuer une étude et un dimensionnement afin de déterminer les besoins en éclairage, les puissances nécessaires et les sources d'alimentation électriques en prenant soin de prévoir des solutions autonomes si besoin.

Cette prestation inclue notamment :

- Des projecteurs de chantier
- Des luminaires LED
- Des éclairages d'appoint mobiles
- Un raccordement électrique sécurisé
- Un éclairage de secours

3.1.3. Fourniture et pose de prises électriques

Ce poste consiste en la fourniture et l'installation de prises électriques conformes aux normes en vigueur. Cela comprend notamment :

- NF C 15-100 : Règlementation applicable aux installations électriques basse tension en France
- Règlementation thermique et accessibilité (si applicable)
- Respect des prescriptions des fabricants des équipements électriques fournis et posés

L'entrepreneur devra fournir et installer les équipements suivants :

CRÉATION D'UN ESPACE SOCIAL DE RESTAURATION – HP BERLIET -LOT 4

- Prises électriques standards : 16A/230V encastrées
- Prises renforcées (si nécessaire) ; pour charges spécifiques (prises 20A, 32A ou prises spécialisées)
- Prises RJ45 : prises pour réseau informatique compatibles avec les normes CAT 6 ou CAT 7
- Plaques de finition : identique à l'existant

La pose devra se dérouler de la manière suivante :

- Installation encastrée : dans les cloisons sèches ou maçonneries avec boîtiers adaptés (selon existant)
- Installation en saillie : uniquement si nécessaire, avec goulottes ou moulures pour passage des câbles
- Les fixation et raccordements devront être conformes aux normes et prescriptions du fabricant
- Branchement au tableau électrique et la fourniture et pose des protections (disjoncteurs ou interrupteurs différentiels adaptés)
- raccordement des prises réseau à la baie de brassage

Le présent lot devra une vérification initiale des installations électriques VIEL (existantes et neuves) Elle sera effectuée par un organisme agréé avant la réception et un rapport de conformité devra remis à la fin des travaux.

3.1.4. Fourniture et pose de luminaires décoratifs

Ce poste consiste en la fourniture et pose de luminaires décoratifs. Cela comprend notamment :

- La fourniture des luminaires
- La mise en œuvre des supports de fixation
- Le câblage et le raccordement électrique des luminaires
- La mise sur réseau de détection
- La mise en conformité avec les normes électriques en vigueur
- Les essais et la mise en service

Caractéristiques du produit (ou équivalent) :

Marque :	EGLO
Référence :	ABREOSA - 99511
Teinte / Décor :	Noir
Dimensions :	Diam. 280Mm Ht 1100Mm
Indice de protection :	IP20
Voltage :	230 Volts

3.1.5. Fourniture et pose de pavés LED

Ce poste consiste en la fourniture et pose de pavés LED. Les travaux comprennent notamment :

- La fourniture des luminaires
- La mise en œuvre des supports de fixation
- Le câblage et le raccordement électrique des luminaires
- La mise en conformité avec les normes électriques en vigueur
- Les essais et la mise en service

Caractéristiques du produit (ou équivalent) :

Marque :	PHILIPS
----------	---------

CRÉATION D'UN ESPACE SOCIAL DE RESTAURATION – HP BERLIET -LOT 4

Référence :	CoreLine dimmable à détection
Teinte / Décor :	Blanc
Dimensions :	60x60cm
Indice de protection :	IP20
Flux lumineux :	4300 Lumen
UGR :	< 19 (spécifique bureaux et écoles)

Ils seront installés selon l'implantation sur les plans transmis.

3.1.6. Fourniture et pose de spots LED à détection

Ce poste consiste en la fourniture et pose de spots LED. Les travaux comprennent notamment :

- La fourniture des luminaires
- La mise en œuvre des supports de fixation
- Le câblage et le raccordement électrique des luminaires
- La mise en conformité avec les normes électriques en vigueur
- Les essais et la mise en service

Caractéristiques du produit (ou équivalent) :

Marque :	PHILIPS
Référence :	CoreLine dimmable à détection
Teinte / Décor :	Blanc
Dimensions :	60x60cm
Indice de protection :	IP20
Flux lumineux :	1100 Lumen
UGR :	< 28 (spécifique couloirs et locaux de stockage)

Ils seront installés selon l'implantation sur les plans transmis.

3.1.7. Fourniture et pose de commandes d'éclairage

Ce poste consiste en la fourniture et pose de commandes d'éclairage pour lesquelles le prestataire devra assurer :

- La fourniture de l'ensemble des équipements de commande d'éclairage
- L'installation, le câblage et la mise en service des commandes
- Les essais et réglages pour garantir un bon fonctionnement

Avant toute intervention, l'entreprise devra :

- Identifier les zones concernées
- Vérifier la compatibilité des dispositifs avec l'installation électrique existante
- Elaborer un plan d'implantation des commandes
- Vérifier l'accessibilité et la facilité d'utilisation des commandes pour les utilisateurs

L'entreprise devra fournir des commandes d'éclairage adaptées aux besoins du projet, incluant des interrupteurs classiques ou poussoirs pour allumage manuel et variateurs d'intensité lumineuse pour adapter l'éclairage aux besoins.

Tous les équipements devront être conformes aux normes NF C 15-100 adaptés à l'environnement (étanchéité IP, résistance aux chocs IK selon les localisations, etc ..).

Il est également prévu que l'entreprise devra :

- Poser les boîtiers d'encastrement
- Raccorder les commandes aux circuits d'éclairage
- Vérifier la continuité des circuits et la conformité des branchements
- Assurer la mise à la terre et la protection des circuits selon les normes de sécurité

4. Contrôle – Essais – Réception – Garantie

4.1. Généralités

Les essais seront effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, suivant un planning établi par le Maître d'œuvre.

Les essais et contrôles sont à la charge de l'entrepreneur du présent lot qui fournira les procès-verbaux de chaque essai

4.2. Contrôles et autocontrôles

En cours et en fin de travaux, il sera procédé à des contrôles quantitatifs et qualitatifs des fournitures et mises en œuvre par rapport aux pièces du marché de l'entreprise.

Si les résultats constatés ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur sera tenu de recommencer dans le délai de huit jours, tous les remplacements, modifications, réparations ou adjonctions nécessaires, le tout à ses frais.

Après exécution de ces ouvrages, il sera procédé à de nouveaux essais, si ces derniers ne sont pas encore satisfaisants, l'installation pourra être refusée en tout ou partie suivant dire d'un expert choisi, d'un commun accord par les deux parties.

Dans ce cas, l'entrepreneur supportera, par ailleurs, les dépenses de toutes natures résultant de la mauvaise qualité de son installation.

Tous les essais pourront être différés tant qu'une part quelconque des fournitures ou travaux ne sera pas acceptée ; les conséquences en découlant restent à la charge de l'entreprise.

Toute défectuosité constatée sera immédiatement réparée par l'entrepreneur à sa charge.

Les résultats feront l'objet d'un rapport détaillé signé par les représentants de l'entrepreneur et Maître d'œuvre.

Toutes les manœuvres seront exécutées par le personnel de l'entrepreneur, sous sa responsabilité, chaque essai pouvant être répété deux ou plusieurs fois.

4.3. Essais

Les essais porteront sur le fonctionnement de tous les équipements posés par le présent lot avec fourniture de procès-verbaux.

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du Maître d'œuvre tout le personnel et les appareils de mesure nécessaires à la réalisation des vérifications et des essais.

Les appareils de mesure doivent être agréés au préalable par des agents techniques chargés de la réception.

4.4. Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à disposition de l'entreprise ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

4.5. Visite préparatoire à la réception

Elle ne pourra être réalisée qu'après visite préparatoire et essais satisfaisants.

Elle sera prononcée par le Maître d'œuvre lors d'une réception unique tous corps d'état, qui marquera sa prise en charge des installations (voir chapitre ci-après sur les modalités de garantie).

Pendant la période s'écoulant entre l'achèvement des travaux et la réception, le fonctionnement des installations s'opérera sous la responsabilité de l'entrepreneur.

4.6. Assistance technique de mise en service / Formation personnel

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer à sa charge, l'assistance technique de mise en service pour les prestations de son lot. Elle devra prévoir la formation du personnel de maintenance.

4.7. Garantie

La période de garantie commence le jour de la réception globale de l'opération.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur est tenu de remplacer, à ses frais, tous les éléments qui seraient reconnus défectueux et de prendre à sa charge les travaux connexes, consécutifs des autres corps d'état.

Les remplacements devront s'effectuer dans un délai de 5 jours à partir d'une lettre lui notifiant ces travaux. Dans le cas d'urgence, ce délai est réduit à l'instantané.

L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourront résulter de la fabrication, de la combinaison ou de l'installation de ses appareils, ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

S'il survient, pendant le délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe à l'entrepreneur, un procès-verbal circonstancié sera dressé et lui sera notifié.

S'il négligeait de faire la réparation dans le délai fixé, l'avarie serait réparée d'office à ses frais.